

UNE CGT MOBILISEE !

EDITO

La campagne présidentielle 2012 n'a pas été l'occasion d'observer une trêve sociale, comme cela avait été annoncé par des analyses aussi contestées que contestables.

Le gouvernement, sous couvert de la compétitivité économique, poursuit sa politique d'austérité sociale avec la TVA antisociale, brade les services publics, répondant ainsi aux attentes des marchés financiers et des actionnaires.

Le patronat accélère les négociations afin d'obtenir des concessions de confédérations syndicales réformistes comme pour l'accord compétitivité/emploi qui prévoyait la possibilité de baisser les salaires et moduler le temps de travail pour sauver des emplois.

La mobilisation du 13 avril devant le MEDEF à Paris a permis de bloquer la séance de signature, mais la vigilance est de mise.

Le printemps 2012 a vu un bourgeonnement de luttes et de mobilisations :

- **Le 22 mars** pour l'industrie,
- **Le 29 mars** pour les services publics et la santé,
- **Le 12 avril** à Melun pour l'emploi et les salaires,
- **Le 14 avril** à Nemours autour des Prévot Glass (sous-traitant de l'automobile).

Chacune de ces journées d'action contribue à l'expression du besoin de construire une autre société plus juste, basée sur la répartition des richesses créées par le travail.

Nos actions ont permis d'influer sur la campagne électorale et des revendications CGT sont reprises par plusieurs candidats : le SMIC à 1700 €, la création d'un pôle financier public pour financer l'économie réelle, le renforcement des services publics... Mais cela ne suffira pas.

En mai, en juin et après, restons mobilisés !

Sommaire

page 1	Edito
page 2	Orga/vie syndicale
page 3	Luttes
page 4	Education Nationale
pages 5-6	Tract 1er mai
page 7	Pub Touristra
page 8	Pub Macif

Nous le savons, toutes les avancées sociales ont été conquises par la mobilisation des populations.

C'est ce rapport de force qui a permis à des partis politiques progressistes de transcrire les revendications en droits.

Sans pour autant minimiser l'impact des votes pour les élections présidentielles et législatives, travaillons à donner de la cohérence au « programme CGT » pour mieux fédérer les luttes et porter un projet de société en réponse aux besoins des populations.



Augmenter les salaires, gagner une industrie forte, en réponse aux besoins (logement, énergie, transports individuels et collectifs, transports de marchandises, ...) c'est gagner des richesses supplémentaires pour financer la protection sociale et les services publics.

Les mobilisations européennes en Espagne, en Italie, au Portugal, au Royaume Uni, en Grèce, en Belgique, etc. montrent que les peuples européens exigent plus de justice sociale.

Le changement commence donc par notre faculté à faire connaître nos propositions, renforcer notre organisation et gagner des mobilisations construites avec les salariés, retraités et privés d'emploi.

Les manifestations du 1er mai seront l'occasion pour le monde du travail de porter ces attentes.

Soyons nombreux !

**Patrick MASSON
UD CGT 77**



Le Journal de l'UD CGT 77

15, rue Pajol
77007 Melun Cedex
Tél. 01.64.14.26.77
Fax 01.64.14.26.81
E-mail udcgt77@wanadoo.fr
Directeur de la publication :
Jean Louis CHOMET
Comité de rédaction :
La direction de l'UD CGT 77
Impression : UD CGT 77
Commission paritaire : 0515 S 07367
Prix de vente au numéro : 0 € 76
Mensuel



Compteurs :

Bases nouvelles 2011: 1



Adhésions nouvelles 2012 : 50

En trois ans, de 2007 à 2009, nous avons augmenté le nombre de nos syndiqués de façon significative (+14,1, 938 syndiqués de plus). C'est le rapport de force, dans notre département, qui a progressé.

Cette progression a cessé en 2010, année où nous n'avons pas atteints les 100% (-0,3%, 23 syndiqués de moins).



Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette perte de dynamisme :

- L'insuffisance de prise en compte, dans la bataille des retraites, de la syndicalisation.
- La rétention de cotisations (en particulier les individuels).
- Le retard pris à l'organisation de ces individuels (rés. 4).
- Les difficultés, pour certaines professions, à s'impliquer dans l'activité interprofessionnelle.
- Les difficultés pour ressusciter l'UL de Marne la Vallée, sabordée par Gouvry et quelques cessionnaires.
- La réduction des délais d'enregistrement, par Cogétise, des FNI 2010 (2009 +24 mois, 2010 +12 mois).

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons nous satisfaire d'une telle situation.

Nous connaissons tous les enjeux, tant nationaux et départementaux que locaux.

Le poids de la CGT est nécessaire, pas seulement pour faire évoluer le programme des candidats aux élections présidentielles.

Nous devons peser plus lourd dans les entreprises et les instances paritaires pour lutter, pied à pied, tous les jours, afin de faire valoir les revendications des salariés, et, par la même, contrebalancer les dérives libérales de la société.

Nous devons peser plus lourd pour être représentatif, pour être écouté et entendu, aussi bien par l'ensemble de la population que par les décideurs qu'ils soient politiques ou économiques.

Enfin, nous devons peser plus lourd parce que nous portons une analyse et une démarche unique dans le monde syndical français, parce que notre syndicalisme est de classe, de masse, unitaire, indépendant et démocratique.

Voilà pourquoi notre responsabilité est, plus que jamais, engagée.

Peser plus lourd, c'est être plus nombreux, mieux informé, mieux formé.

Les idées, seules, ne peuvent aboutir s'il n'y a des milliers de bras et de têtes pour les porter.

Allons les chercher !

Pour être plus nombreux, la Commission Exécutive du 4 avril a adopté un plan de déploiement et de syndicalisation. **L'objectif ? 9000 syndiqués.**

Ce n'est pas une utopie, allons à la rencontre des salariés, proposons leur de nous rejoindre !



LUTTES

Pour l'emploi

A l'appel de la CGT, 200 manifestants dans les rues de Melun le 12 avril pour exiger le maintien des emplois et des salaires décents. Un représentant des syndicats Prévent Glass et Dynacast, en lutte pour leurs emplois, ainsi qu'un camarade d'Educ'action 77 et un fonctionnaire territorial ont accompagné Valérie Lesage en préfecture où ils ont été reçus par un responsable de cabinet.



Le message porté l'était bien plus dans la rue que dans un bureau feutré et anonyme de la préfecture : Ca suffit !

C'est bien dans la rue que s'exprime le rejet de la politique libérale du patronat et du gouvernement. En portant, sur le pavé de Melun le 12 avril, de Nemours le 14 ou de Paris le 1er mai, la nécessité, pour sortir de la crise, d'augmenter les salaires et de créer des emplois, la CGT porte un projet de société basé sur une autre répartition des richesses.

Prévent Glass Quand le modèle allemand supprime l'emploi en France !

Sous traitant de Woskswagen, employant 200 salariés en Seine-et-Marne, l'entreprise Prévent Glass, produisant des pare brise pour le groupe allemand, subit les politiques industrielles montrées en exemple par notre gouvernement.

Le 14 avril, une manifestation réunissant 1000 personnes, à l'appel de la CGT, à Bagnaux sur Loing (UL de Nemours) s'est déroulée pour exiger le maintien des emplois en Seine-et-Marne.

En effet, le groupe allemand, avec 15 milliards d'euros de bénéfices pour 2011, continue de stigmatiser « le coût du travail » et prône la flexibilité de l'emploi.

Aujourd'hui, c'est bien le coût du capital et la soif de profits supplémentaires qui sont à l'origine de la liquidation de l'entreprise, qui sera examinée le 23 avril au tribunal de commerce de Melun.





EDUCATION... QUI COUTE CHER AU PEUPLE ?

L'Education Nationale est en train de subir un Plan Social Permanent. Depuis 10 ans, et particulièrement depuis 2007, elle a perdu 10% de ses emplois, c'est-à-dire 100 000 postes. Ces suppressions, le gouvernement les a expliqués en disant : « c'est normal qu'il y ait moins de profs puisqu'il y a moins d'élèves », argument devenu aujourd'hui totalement faux puisque les effectifs remontent.



Ainsi pour la rentrée 2012, le rectorat de Créteil prévoit 4000 élèves en plus et ...supprime 600 postes (tous degrés confondus). Pour la Seine et Marne, rien que dans les écoles, on attend presque 1000 élèves supplémentaires, et on supprime 29 postes, en conservant à l'identique le nombre de classes. Les élèves seront de plus en plus nombreux par classes et les remplacements de plus en plus difficilement assurés : d'ailleurs depuis le 6 février l'IA ne tient plus le décompte des absences non remplacées (cacher le thermomètre pour ne plus voir la fièvre !).

Pour la première fois, l'administration est obligée de recourir massivement aux non titulaires dans le 1^{er} degré pour faire face aux besoins (65 prévus pour le 30 avril), et même à quelques retraités, alors que la Liste Complémentaire est fermée. On en arrive à déplacer d'office des maîtres des Réseaux d'aide Spécialisée au élèves en difficulté pour assurer des remplacements courts, et même ainsi il reste de nombreuses classes sans remplaçants, ce qui conduit à « tasser » les élèves par 35 ou 40 dans les classes voisines.

Les suppressions de postes sont concentrées sur les élèves les plus défavorisés, ce qui accentue en-

core le scandale : les réseaux d'aide dans le 1^{er} degré, les SEGPA dans les collèges, la voie professionnelle dans les lycées, au terme d'une réforme catastrophique qui n'a pas vérifié les pronostics de ses promoteurs : elle n'a rendu l'enseignement professionnel ni plus attractif, ni plus fidélisant, elle a seulement retiré 25% de la formation et des emplois !

Quant à l'enseignement de la voie technologique industrielle, il est totalement sinistré par sa « réforme », qui est en fait une destruction. Les contenus enseignés ne contiennent plus de TP d'atelier ni de véritable travail de type industriel, remplacés par de l'informatique théorique ou la seule étude de logiciels. Les enseignants des disciplines concernées sont poussés à la reconversion. Pour nous il s'agit clairement de division internationale du travail et d'abandon de toute ambition de la France dans ce secteur, la désindustrialisation du pays est voulue, anticipée, et programmée.

Enfin, comme pour tous les fonctionnaires, la stagnation du point d'indice entraîne une baisse du pouvoir d'achat, alors que l'abus d'heures supplémentaires défiscalisées crée du chômage et plombe la sécurité sociale, alors que le recul de l'âge de la retraite recule aussi l'insertion des jeunes. La montée de chômage et des déficits est elle aussi voulue et organisée. On commence par supprimer des ressources fiscales (de préférence au bénéfice des plus riches, clientélisme oblige), puis on constate comme par hasard que cela crée un déficit, et enfin on prive la population de ses services publics « pour combler le déficit », ainsi la boucle est bouclée et les plus défavorisés ont payé pour les nantis.

**Par an : loi TEPA = -15 milliards ;
niches fiscales = entre -50 et -75
milliards**

**Mais : 60 000 fonctionnaires = 3
milliards (cotisations sociales in-
cluses)**

Mardi 1^{er} Mai 2012

Ensemble gagnons la justice sociale !

Le quinquennat qui s'achève restera dans les mémoires parmi l'un des pires que la France ait connu. Nicolas Sarkozy, Président sortant, en connivence affichée avec le MEDEF, s'est attaqué au «modèle social» pour entraîner le pays dans une politique libérale en France et en Europe.

Souvenons-nous des discours sur la «moralisation du capital» et la «revalorisation du travail» qui s'est traduit dans les actes par l'enrichissement des actionnaires et des déjà riches, en faisant payer la crise aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, qui en sont les premières victimes

Souvenons-nous du recul de l'âge de la retraite à 62 et 67 ans malgré les milliers de manifestants et l'opposition au projet de plus de 70 % de la population.

Ou encore les attaques quotidiennes contre le Service Public, la stagnation des salaires et pensions, l'augmentation du chômage...



Souvenons-nous également des «clins d'œil» à l'extrême droite en stigmatisant les travailleurs migrants et leurs familles, en s'attaquant aux syndicats et en culpabilisant les chômeurs.

La CGT renouvelle son opposition aux idées liberticides et racistes véhiculées par l'extrême droite et sa candidate dont la famille vit dans le luxe d'une fortune amassée grâce notamment au travail d'immigrés !

Cette année, le 1^{er} mai s'inscrit dans un contexte particulièrement important pour exiger que les revendications soient entendues et satisfaites pour de meilleures conditions de vie et de travail.

Manifestons unis !

**15h00 - Place Denfert - Rochereau
vers Bastille**

**à l'appel des organisations d'Île-de-France
CGT - CFDT - FSU - UNSA - Solidaires**



Quel que soit le candidat élu à la présidence de la République la mobilisation sera à l'ordre du jour pour peser et se faire entendre pour :

- **Revaloriser les salaires**, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700 Euros bruts).

- **Contrôler les aides publiques** aux entreprises.

- **Contraindre les entreprises** à des alternatives aux licenciements.

- **Donner des moyens** d'intervention pour les salariés et leurs représentants.

- **Supprimer les exonérations fiscales** et sociales sur les heures supplémentaires.

- **Stopper les suppressions d'emplois.**

- **Développer les politiques publiques** et les moyens des services publics.

- **Réformer la fiscalité en profondeur**, créer de nouvelles tranches d'impôts pour les hauts revenus.

- **Créer un pôle financier public** et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif.

- **Taxer les mouvements spéculatifs** de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

- **Mettre en place un fond européen de solidarité sociale** et de développement économique.

- **Conquérir dans l'entreprise, de nouveaux droits** et pouvoirs pour les salariés.

Quel que soit le candidat élu à la présidence de la République la mobilisation sera à l'ordre du jour pour peser et se faire entendre !

Unis, déterminés, pour un grand 1^{er} mai de conquêtes sociales !

**15h00 - Place Denfert-Rochereau vers Bastille
à l'appel des organisations d'Île-de-France
CGT - CFDT - FSU - UNSA - Solidaires**

Je me syndique à la CGT !

Nom: Prénom: Age:

Adresse:

..... Ville: Code Postal:

Tél: E-mail:

Entreprise:

Ville et code postal de votre entreprise:

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île de France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex
Tél: 01 48 18 83 92 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr





NOTRE MISSION

Proposer des vacances de qualité au plus grand nombre.

QUELQUES CHIFFRES

- 22 villages-club en France
- 12 Club 3000 à l'étranger
- 6 circuits Découverte & Partage
- 1 500 collectivités clientes
- 200 000 vacanciers annuels
- 800 000 nuitées

UN TOURISME DURABLE ET SOLIDAIRE

Plaisir de découvrir un pays ou

une région : conférences, partenariats solidaires (40 000€ reversés cette année au Secours Populaire Français), balades découverte, rencontres avec des artisans et des associations locales, des vacances ouvertes sur le monde qui assurent un développement économique respectueux des ressources, des cultures et des hommes, vacanciers, salariés et populations d'accueil. Des engagements exprimés dans notre charte Saisons Durables.

NOS VALEURS

De fortes convictions professionnelles et humaines privilégiant l'écoute, le respect et la disponibilité.

UNE POLITIQUE SOCIALE RESPONSABLE

Touristra Vacances dispose de sa propre structure de formation qualifiante. Le personnel saisonnier est pris en charge : repas, hébergement, transport, mutuelle (maintenue en intersaison), 2 jours de repos/semaine (la convention collective en prévoit 1 et demi), contrat français pour les animateurs à l'étranger..

Autant de différences appréciées et piébiscitées par nos équipes, nos collectivités partenaires et vos vacanciers !

www.touristravacances.com

Pour tous, réservations au 0890 567 567 (p.15€ la min)

Depuis plus de 25 ans,

Touristra Vacances gère et anime des villages de vacances en France, copropriétés de 280 comités d'entreprise et collectivités, qui lui accordent toute leur confiance.

Les ressources dégagées par les villages sont réinvesties dans l'amélioration de leur équipement, au bénéfice de tous les vacanciers. Nous mettons ce savoir-faire et ces prestations de qualité au service de vos groupes.

PARTENAIRE DES COLLECTIVITÉS

Touristra Vacances est spécialisé dans l'accueil de groupes constitués dans ses villages-club en France et à l'étranger, circuits et croisières, avec des prestations spécifiques :

- Un attaché commercial et une assistante vous accompagnent dans tous vos projets
- Présentations et diaporama pré-départ aux vacanciers
- Réservation d'excursions, séjours à la carte, départs de province
- Une politique tarifaire adaptée à vos initiatives

Solidair Touristra Vacances - IM 0 m 100 200



Associations et collectivités,

contactez votre attaché commercial Touristra Vacances :
Départements 77 • 91 • 89

Carmen Nuez : Tél. 06 88 23 53 92 // nuez@touristravacances.com

Assistante : Divoy VMLane : Tél. 01 80 98 40 16 // divoy@touristravacances.com

Touristra Vacances • 10 rue du Faubourg Montmartre • 75009 Paris



LA MACIF VOUS ASSURE, LE SAVIEZ-VOUS ?

Adhérez, militez : vous êtes protégés !

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, quand vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Les Organisations syndicales font confiance à la Macif depuis près de 30 ans pour assurer l'activité syndicale de leurs adhérents et militants. Pourquoi pas vous ?

Quelle que soit votre mission, des contrats existent pour faciliter votre engagement militant.
Contactez-nous : partenariat@macif.fr

CASA PHOTO - C. BERTHIAUME / OLYMPIA

Document non contractuel. Certains produits sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur.
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET
DU COMMERCE, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MUTUELLE D'INTERÊT GÉNÉRAL, autorisée par le Code des Assurances, siège social :
2 av. A. de FRESCHETTES - 75007 PARIS CEDEX 12.



**LA SOLIDARITÉ
EST UNE FORCE**